

**1<sup>er</sup> avril 1973, Montréal**

### **Dîner-bénéfice du Parti Libéral du Québec**

Il y a évidemment tellement de monde ce soir que même à une heure relativement tardive, vous n'avez pas eu encore le temps de terminer votre repas. Je voudrais cependant en premier lieu exprimer tous mes remerciements à Madame la Présidente pour les mots très chaleureux qu'elle a eus à mon endroit, signaler le travail extraordinaire qu'elle fait et qu'elle continue, de faire pour le Parti libéral, remercier également Jean Morissette qui, une autre fois a réalisé un succès extraordinaire. C'est encore le Parti libéral du Québec qui vient de décrocher le championnat puisque nous avons le plus important dîner-bénéfice jamais tenu par un parti politique au Québec. Je veux remercier également tous les militants venus ici ce soir en très grand nombre de toutes les régions. Comme d'habitude j'ai essayé d'en rencontrer le plus possible au cours de mes visites dans les différentes salles et j'ai vu que partout, des régions les plus éloignées du Québec, on s'était rendu ici ce soir assister à une autre réunion de la grande famille libérale.

I would like to thank very warmly our friends who are coming from all regions of Québec. They are showing another time their strong support for the Liberal Party.

C'est un témoignage parmi d'autres de la force du Parti libéral, de la force présente et bien réelle du Parti libéral qui se fait sentir ces semaines-ci jusque dans les rangs de l'Opposition. Le Parti libéral présente à l'opposition une force tellement évidente qu'ils sont forcés de parler de regroupement ou de fusion ou de coalition. Et c'est pas le dernier budget qui peut les encourager davantage. Il fallait les voir jeudi soir dernier lorsque le ministre des Finances lisait le discours du Budget, combien ils étaient décontenancés et déconcertés devant les résultats que nous avons obtenus. Vous me permettrez, mes chers amis, en cette période budgétaire, pour les gouvernements comme pour la population, de mettre en relief certains aspects de notre politique dans ce secteur.

Cela a toujours été pour moi quelque chose de très important que les finances publiques. Dès mon élection j'avais insisté fortement sur la discipline financière nécessaire à tout gouvernement. Vous vous souvenez sans doute des discours que j'avais faits sur les nouvelles formules budgétaires comme le PPBS, la rationalisation des choix budgétaires. Cela pouvait à ce moment-là paraître relativement aride, mais on voit aujourd'hui, alors que nous avons une étape très importante déjà accomplie, alors que nous avons un nouveau système budgétaire actuellement en vigueur au Québec, on voit jusqu'à quel point nous avons eu raison il y a quatre ans d'insister sur cet aspect de nos finances publiques, d'insister sur cet aspect de notre politique quand on voit les résultats concrets que cela donne à tous les Québécois aujourd'hui. Pourquoi cette discipline financière? Tout simplement parce que le degré d'indépendance ou de liberté d'action d'un gouvernement est étroitement relié à la maîtrise de ses finances. En un mot, on pourrait dire qu'il n'y a pas de gouvernement fort avec des finances faibles.

Lorsque nous avons pris le pouvoir en 1970, le redressement des finances du Québec était

absolument prioritaire. Qu'on se souvienne qu'à ce moment-là il y avait une élection qui avait été déclenchée sans même qu'on ait de discours du Budget. C'était la première fois de connaissance politique qu'on constatait qu'un gouvernement avait tellement peur de dévoiler à la population la situation financière qu'il a déclenché une élection sans présenter de budget à la population. Évidemment, tout ce travail prend un certain temps. Réaliser des finances comme celles que nous avons actuellement, cela suppose un travail énorme pour le gouvernement, énorme pour le ministre des Finances et son ministre, M. Raymond Garneau. C'est un travail quotidien qui suppose une collaboration de tous, et qui suppose également des sacrifices considérables en cours de route. Mais cela valait la peine de faire ces travaux. Cela valait la peine de s'imposer cette discipline financière. Qu'on voit les résultats! \$ 100 millions d'allègements sélectifs, que nous avons donnés aux Québécois! Quatre budgets sans augmentations de taxes! Un taux de croissance qui est réduit de presque 100 %, dans les dépenses! En fait, ce que nous avons fait depuis trois ans, c'est la meilleure performance que jamais aucun gouvernement a pu offrir aux Québécois en matière de finances publiques.

En 1970, vous vous souvenez, on disait qu'il faut élire au Québec des gens qui savent compter. Eh bien vous avez élu au Québec des gens qui savaient compter et vous voyez aujourd'hui les résultats. Quand on a pris le pouvoir, nous étions l'une des provinces les plus taxées au Canada et maintenant, lorsque l'on voit toutes les hausses qui se sont réalisées dans les autres provinces, nous sommes l'une des provinces en train de devenir le moins taxées du Canada. Cela c'est la performance que nous avons réalisée depuis trois ans.

125,000 salariés qui grâce à notre action ne paieront plus d'impôt. Je suis convaincu qu'il s'en trouve plusieurs milliers dans mon comté de Mercier à Montréal. Et j'ai été très fier, à l'occasion de ce discours du budget, de pouvoir d'une façon concrète signaler à mes électeurs du comté de Mercier la gratitude pour l'appui qu'ils m'ont apporté depuis sept ans. L'aide aux municipalités, la réduction de l'impôt foncier scolaire et les avantages que ceci peut comporter pour les classes moyennes, l'aide à l'entreprise, avec l'amortissement accéléré, tout cela est le résultat concret, des résultats évidents pour l'ensemble de la population. Nous avons par exemple réussi à réduire les différentiels dans les taux d'intérêts entre les obligations du Québec et les obligations de l'Ontario. Alors qu'il y a quelques années les différences approchaient 1%, nous voyons actuellement que la différence équivaut environ à un dixième de 1 %.

Qu'est-ce que cela veut dire pour les contribuables québécois? Des économies très importantes. Cela veut dire, seulement pour l'année 1972, \$ 34 millions de moins à payer. C'est ça le résultat de l'administration financière. La maîtrise de nos finances publiques, elle peut se concrétiser, elle peut se réaliser d'une autre façon quand on voit par exemple ce qui arrive à nos syndicats financiers. Souvenez-vous il y a quelques années combien de déclarations, combien d'affrontements, combien d'accusations de toutes sortes ont été faites? Nous, on a peut-être limité au minimum le nombre de déclarations dans ces secteurs. Mais, nous avons agi concrètement et comme le ministre des Finances le disait lui-même, il

sera maintenant possible à des firmes québécoises et à des Québécois d'être présents d'une façon plus réelle dans nos syndicats financiers.

J'ai parlé à l'occasion de ce budget de justice sociale, j'ai parlé de l'aide aux municipalités, j'ai parlé également de la relance économique. Il y a également la hausse des immobilisations.

There are various ways to increase the economic growth in the province of Québec. The Government of Québec has a role to play in this economic growth. We did increase in the last three years by around 50 % the amount of public investments in the province and this is a substantial and concrete way to achieve economic growth. We are doing that and reducing the deficit, not exactly a deficit in a sense that public investment is to last for 20 or 25 years. Therefore, it is not normal for current revenues to pay entirely for public investments but still we are improving also in that respect the situation in Québec since we were able to reduce the deficits by \$ 70 million compared with last year.

Cette performance financière du gouvernement, elle s'est accomplie pas seulement en exerçant le pouvoir simplement pour l'exercer. Cette performance financière elle s'est accomplie en votant plus de 300 lois, en posant des milliers de gestes administratifs qui se trouvent à augmenter et à améliorer la qualité des services.

Mes chers militants, je crois que vous pouvez être fiers du budget qui vous a été proposé. Vous devez l'assimiler de la façon la plus rapide possible de manière à faire connaître à toute la population du Québec les avantages énormes que comporte pour eux le dernier budget. Si nous examinons maintenant les arguments qui ont été apportés par l'Opposition pour faire face à ce budget, nous voyons l'Union Nationale qui le critique alors que lorsqu'elle était au pouvoir, elle a augmenté les impôts de 1966 à 1970 de quelque \$ 300 millions en deux ans. Ce sont eux maintenant qui critiquent la performance budgétaire du gouvernement actuel alors qu'ils ont augmenté les impôts en deux ans de plus de \$ 300 millions. Ils font également des propositions dans le secteur de l'impôt foncier, des propositions complètement irresponsables. Comment voulez-vous prendre au sérieux un gouvernement ou un parti politique qui a été battu qui propose des formules qui auront pour effet d'augmenter les contributions des entreprises québécoises au gouvernement fédéral. Eux qui critiquent le gouvernement du Québec parce qu'il ne va pas chercher assez de fonds au gouvernement fédéral, qu'est-ce qu'ils font? Ils proposent des formules en ce qui a trait à l'impôt foncier des compagnies, formules qui se trouvent à augmenter de plusieurs dizaines de millions de dollars les sommes qui iront au gouvernement fédéral!

Quant au Parti Québécois, il est également très mal placé pour critiquer le budget. En effet, cela fait plusieurs années que le Parti Québécois propose et promet un budget pour un Québec indépendant. On va bientôt fêter le troisième ou quatrième anniversaire de la promesse du Parti Québécois de donner au public un budget pour un Québec indépendant. En attendant, on est prêt à toutes sortes de promesses électorales et démagogiques. Qu'est-

ce que propose le Parti Québécois pour financer nos dépenses publiques? Toute une série d'étatisations d'un côté. On veut étatiser les compagnies de finances, étatiser les banques à charte, on veut étatiser les postes de télévisions. Et, comment veut-on financer tout cela? Tout simplement par une réduction des impôts d'un milliard de dollars! Ce sont ces gens-là qui se présentent devant la population avec un nouvel esprit. Ce sont ces gens-là qui veulent faire croire à la population qu'ils sont supérieurs aux partis traditionnels. Et ils font les promesses les plus irresponsables et les plus démagogiques qu'un parti n'ait jamais faites. On tronque les chiffres, des chiffres absolument officiels pour essayer de faire croire à la population que le budget n'est pas si avantageux que cela pour elle. Les prédictions du Parti Québécois sont un peu comme celles de René Lévesque quand il parle de l'élection de 1974: il y a trois semaines, M. René Lévesque disait: « Le Parti Québécois va obtenir 45% du vote ». Il y a trois jours, il disait: [« Le Parti Québécois va obtenir 32% du vote. » Alors, cela a baissé de 13% dans deux semaines! Probablement que c'était le lendemain du budget!

C'est comme son voyage en France. A Grenoble il dit l'indépendance va se faire dans six ans. En Normandie, il dit l'indépendance va se faire dans deux ans. A Paris, quand il se faisait appeler « Monsieur le Président », il dit l'indépendance va se faire dans six mois. Nous le connaissons René Lévesque. Malgré ses qualités, il n'a jamais su compter. Et c'est parce qu'il n'a pas su compter qu'il est dans le parti séparatiste aujourd'hui. Le pauvre Parti Québécois! Il s'est encerclé politiquement avec ses théories monétaires. Il est très facile de démontrer d'une part qu'avec ses théories monétaires et budgétaires il ne pourra pas convaincre la population que son programme politique n'affectera pas la prospérité individuelle et collective. En temps opportun, nous serons en mesure de montrer à la population que la prospérité individuelle et collective des Québécois ne résisterait pas à l'application du programme du Parti Québécois.

Si nous avons de bonnes nouvelles du côté financier, nous en avons également du côté économique, spécialement avec les grands projets de développement économique que nous pouvons considérer quelques instants. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Saint-Pierre, a donné il y a quelques semaines plusieurs données sur la situation économique du Québec; le fait que de février 1972 à février 1973 il y a eu 80,000 nouveaux emplois au Québec; avec toutes les autres mesures, comme le Placement étudiant que j'ai annoncé avant-hier et qui créera une vingtaine de mille emplois pour nos étudiants cet été, deux fois plus que l'an dernier. Nos problèmes économiques majeurs sont connus; accroissement exceptionnel de la main-d'œuvre, entraînant la persistance du chômage malgré une création d'emplois accélérée, vieillissement de la structure industrielle du Québec, absence relative de rationalisation de notre agriculture et de mise en valeur de nos ressources naturelles.

L'action du gouvernement a consisté à s'attaquer de front à ces problèmes. Politique budgétaire expansionniste, accroissement substantiel des immobilisations pour créer des emplois, restauration du climat social et politique en vue de rétablir la confiance dans l'avenir du Québec, élargissement et consolidation et renforcement de l'action de nos grands

instruments collectifs de développement économique, création de la SDI, réorganisation de la SGF, augmentation du capital-actions de SOQUEM et de SIDBEC et extension prochaine du champ d'opération de REXFOR, augmentation de l'aide aux agriculteurs et réorientation de l'agriculture en l'intégrant aux circuits de la distribution et de la transformation des produits agricoles, développement de nos programmes de promotion touristique, des équipements récréatifs et des activités de chasse et de pêche, première définition d'une politique cohérente et dynamique dans le domaine-clé de l'énergie et des ressources forestières, ouverture du Québec aux investissements étrangers, particulièrement dans les domaines de pointe et promotion au Canada, aux Etats-Unis, en Europe et au Japon des avantages économiques du Québec.

Cette action économique du Québec, si elle est bien concrète, elle se situe dans le cadre de ce besoin immédiat que nous avons d'augmenter la création d'emplois, de maintenir sur une plus longue période le Québec en position concurrentielle dans les secteurs industriels de pointe et d'assurer au développement de toutes les régions du Québec un rythme suffisant pour satisfaire aux besoins de toute la population. Cette action systématique et ces efforts de tous les instants rejoignent le cœur même des problèmes économiques des Québécois. Parmi les grands projets économiques, il y a bien sûr celui de la Baie James qui apporte déjà aux Québécois des avantages considérables et qui, à l'échelle internationale, contribue autant sinon plus que toutes les autres initiatives prises dans le passé à donner du Québec une image de jeunesse, d'audace, d'imagination et de dynamisme. Chaque jour qui passe, au fur et à mesure que la réalisation de ce gigantesque projet se concrétise, et cette réalisation se fait normalement, les Québécois se rendent compte que leur gouvernement a pris une bonne décision, celle de mettre nous-mêmes en valeur pour le plus grand avantage de la population nos ressources hydro-électriques afin de répondre à nos besoins et de placer le Québec dans une position-clé face à la pénurie d'énergie constatée et si vivement ressentie à l'échelle du continent nord-américain.

Cette réalisation du projet de la Baie James démasque chaque jour davantage la quirielle de sceptiques dont les intérêts politiques partisans et mesquins les ont emmenés à tenter de discréditer le plus grand projet jamais mené par des Québécois. Il y a des chiffres officiels qui existent et qui révèlent que l'immense majorité des sommes investies sont dépensées au Québec: \$ 115 millions sur \$ 127 millions, et que cela aide à la relance économique de tout le Québec, y compris dans le Nord-ouest québécois. C'est notre intention d'entreprendre un vaste programme d'information de la population au sujet du projet de la Baie James afin de faire en sorte que tous les Québécois participent à chacune des phases de la réalisation de ce projet et en tirent pour le plus grand bien du Québec une fierté tout à fait légitime. Dans les tout prochains mois, j'ai l'intention de publier un volume mettant en relief les immenses avantages que comporte ce projet pour les Québécois.

La décision du gouvernement fédéral de construire l'aéroport international de Sainte-Scholastique a soulevé bien des controverses et bien des inquiétudes dans la population affectée par ce projet. Certaines de ces inquiétudes demeurent et, c'est notre plus cher désir d'apporter à ces citoyens des solutions efficaces et humaines à leurs problèmes.

Maintenant que cet aéroport devient une réalité, notre responsabilité est de faire en sorte que cet investissement considérable profite au maximum aux Québécois et au développement du Québec et du Canada. Dès son élection le gouvernement a décidé de collaborer pleinement avec le gouvernement fédéral dans chacune des phases de la réalisation de cet aéroport. Notre souci premier était de faire en sorte que cet aéroport Mirabel apporte à la région de Montréal un élan et un souffle dont elle avait absolument besoin, non seulement pour elle-même, mais aussi pour le progrès du Québec tout entier et de chacune de ses régions, parce que le développement du territoire québécois dépend dans une large mesure du dynamisme d'une région aussi importante que Montréal.

Le rapport des experts rendu public par M. Gérard D. Levesque, ministre responsable de l'OPDQ, est clair. Montréal possède des avantages économiques importants par rapport aux autres villes de l'est de l'Amérique du Nord en matière de fret aérien. Parallèlement à cela, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, s'est penché sur l'aménagement d'un important parc industriel dans la région de l'aéroport Mirabel de façon à être prêt à recevoir le développement industriel inhérent à la construction de cet aéroport. Déjà des discussions sur cette double base sont engagées avec le gouvernement fédéral et c'est l'attention du gouvernement québécois, en raison de l'importance et du sérieux de ce dossier, d'y accorder une attention prioritaire.

Je suis convaincu que nous trouverons de part et d'autre les formules appropriées à la réalisation de notre objectif et je puis vous assurer que le gouvernement québécois multiplier les initiatives afin de mener à bon terme cet important projet. Pour le Québec, ce projet est nécessaire afin de donner à la région de Montréal un nouveau dynamisme et ainsi lui permettre de jouer pleinement son rôle à l'égard du développement des autres régions du Québec. D'autres grands dossiers retiennent aussi l'attention du gouvernement.

Dans le domaine du pétrole, un projet de port pétrolier est étudié de façon à répondre aux besoins d'approvisionnements du Québec dans les années 1980 et d'accommoder les superpétroliers de 350,000 tonnes qui amèneraient du pétrole brut des puits du Moyen-Orient et de l'Amérique du Sud. Situé en aval de Québec, entre Kamouraska et Rimouski, un tel port nous permettrait de dépendre moins complètement du pipeline Portland Montréal et de rapatrier au Québec les effets d'entraînement liés à la construction et à l'exploitation d'un tel port. Un oléoduc relierait les installations du port à celles des raffineries de Montréal et de Québec, contribuant ainsi à renforcer encore davantage les industries québécoises de raffinage.

Dans le domaine du gaz, un immense projet de gazoduc en vue d'acheminer le gaz de Arctique est à l'étude par diverses entreprises spécialisées. Le Québec se trouve en position avantageuse pour tirer profit de ce projet puisqu'un gazoduc construit le long de la côte est de la Baie d'Hudson aurait 400 mille de moins qu'un gazoduc construit sur la côte ouest. De même, les conditions du sol seraient plus favorables et la construction et l'exploitation d'un tel gazoduc seraient grandement facilitées par les travaux effectués dans cette région en vue

de la mise en valeur des ressources hydroélectriques de la Baie James. Encore sujet à réalisation d'un certain nombre de conditions techniques, ce projet représente à lui seul un investissement de \$ 4 à \$ 6 milliards. Qu'il s'agisse de la Baie James, de l'aéroport de Mirabel, du super port pétrolier ou du gazoduc, on voit d'une façon concrète les possibilités de développement du Québec. On constate facilement comment cela peut être avantageux pour le Québec de chercher à tirer profit de sa position stratégique au Canada et en Amérique du Nord. Ce sont ces possibilités de développement du Québec qu'il faut mettre en valeur. C'est notre défi à nous les Libéraux de convaincre nos concitoyens que l'avenir du Québec peut être de cette façon; et seulement de cette façon, véritablement prometteur pour les Québécois.

Voilà pourquoi j'ai pu dire que la priorité absolue du gouvernement est celle du développement, un développement que nous voulons le plus cohérent possible par les efforts de planification que nous faisons au niveau du gouvernement, de ses organismes et des infrastructures économiques et sociales. Un développement aussi qui compte sur l'apport de l'entreprise privée. Un développement enfin qui privilégie les dossiers concrets dont je viens c'e vous donner quelques exemples précis.

Nous pourrions ajouter de nombreux exemples de projets économiques, les centaines de millions qui sont investis dans la pétrochimie, les centaines de millions qui sont investis dans le développement hôtelier, les centaines de millions qui sont investis dans le développement minier, sans compter les retombées économiques extraordinaires des Jeux olympiques que nous avons décidé d'appuyer concrètement, au moment même où ils étaient sérieusement compromis. Il est admis que sans l'intervention du gouvernement du Québec, les Jeux olympiques n'auraient pas pu se tenir à Montréal. Nous l'avons fait à cause des bénéfices considérables en faveur de la jeunesse du Québec et pour les retombées que cela comporte pour tout le Québec.

Quant à la situation sociale, dans son ensemble elle s'est fortement améliorée. Dans nos sociétés modernes le leadership social n'est pas une sinécure. Il faut à la fois du tact et de la fermeté. Nous avons eu à faire face depuis trois ans à toute une série de situations délicates que nous avons surmontées, soit en faisant preuve de doigté ou de souplesse, soit en faisant preuve de fermeté ou les deux à la fois. Dans le même but, on a fait une lutte aux inégalités sociales; dans le secteur des affaires sociales, avec les lois que vous connaissez, dans le secteur de la justice, avec l'aide juridique et la loi des petites créances, dans le secteur de la protection du consommateur, dans le secteur de la fiscalité où nous venons d'exempter d'impôt 125,000 salariés québécois.

D'autre part, lorsque la fermeté s'est avérée nécessaire, nous l'avons utilisée. J'écoutais avant-hier un représentant d'une association internationale des travailleurs, un M. Carlos Custer. D'après lui, le gouvernement du Québec serait un gouvernement fasciste. M. Custer disait que nous sommes un gouvernement fasciste. Eh bien, si nous avons été et si nous étions un gouvernement fasciste, il n'aurait même pas eu le temps de finir sa déclaration qu'il se serait retrouvé sur le premier avion pour son pays.

Nous sommes en fait l'un des endroits où la liberté d'expression, la liberté de contestation et la liberté de dissension est l'une des plus grandes au monde. En fait, ces gens qui viennent de l'étranger et qui accusent aussi gratuitement le gouvernement devraient s'informer davantage des événements qui sont survenus, si des poursuites ont été engagées. Ce n'est pas par caprice l'an dernier que nous avons pris des poursuites. Si le Procureur Général a pris des poursuites, c'est parce qu'il y avait des milliers de malades dont la santé était sérieusement compromise et qui pouvait l'être encore davantage si le gouvernement n'avait pas pris ses responsabilités vis-à-vis ces poursuites pour outrage au tribunal.

Nous avons assisté au Québec l'an dernier, dans le secteur hospitalier, à l'une des grèves les plus dures qui se soient tenues ces années-ci dans le monde occidental. Il était normal que le gouvernement, face à une telle situation, n'hésite pas à prendre ses responsabilités. Nous sommes convaincus que l'immense majorité de la population ne prend pas au sérieux ces accusations gratuites qui sont faites, que ce soit par ces étrangers ou par d'autres. Ces socialistes de salon ou ces socialistes de motels de luxe qui accusent le gouvernement d'avoir appliqué les recommandations du Rapport Fantus que nous avons discuté il y a quelques semaines, c'est clair que si le gouvernement a pris les décisions que vous connaissez, c'est après un examen très sérieux de la situation et après avoir tenu compte de l'impact et des implications de tous les gestes qui étaient posés. En fait, si l'on voulait des preuves ou des indications de la justesse de l'action du gouvernement on a qu'à constater l'incohérence de ceux qui nous accusent.

Vous avez le Ralliement créditiste qui dans un mente discours nous accuse d'être socialistes et capitalistes à la fois. Comment peut-on être à la fois socialiste et capitaliste, la logique, c'est pas le fort du Ralliement créditiste! Ils le disent quand même. Dans la critique du discours du Budget qui a été faite par le représentant de la Banque du Canada à l'Assemblée nationale, M. Fabien Roy, député de Beauce, les illogismes étaient très nombreux. Le programme du Ralliement créditiste n'est pas encore connu. On doit donc se limiter aux déclarations des dirigeants. On doit constater par exemple qu'ils proposent une diminution des revenus de la taxe de vente de \$ 500 à \$ 600 millions, sans dire d'aucune façon où le gouvernement pourrait financer cette somme \$ 500 millions de réduction sans dire comment. Ils sont aussi irresponsables que les autres partis d'opposition. Si nous examinons vis-à-vis l'ensemble de l'administration, nous voyons que le gouvernement a pris des mesures pour resserrer les contrôles des dépenses publiques. On a fait beaucoup d'accusations gratuites ces derniers temps. On a accusé le Parti libéral de faire du patronage et du favoritisme systématique. J'ai demandé à l'opposition de soumettre un seul cas, un cas de transaction illégale, malhonnête ou abusive, un seul cas. Après trois semaines, l'Opposition est arrivée avec un cas, ils se sont levés en Chambre triomphants et solennels. Le député de Maisonneuve a dit : M. le Président j'ai le cas demandé par le Premier ministre. » – « Ah, ai-je demandé, qu'est-ce que c'est le cas de patronage ou de favoritisme malhonnête? » – C'est une lettre qui a été envoyée pour le dîner-bénéfice de ce soir. C'était ça le cas! Le fameux cas! Après trois semaines, tout ce qu'ils ont pu trouver, c'est une lettre envoyée pour le dîner-bénéfice qui réunit tellement de monde ce soir que l'hôtel a certaines difficultés à assumer le service.

Mes chers amis, le Parti libéral dans ce secteur comme dans les autres secteurs a posé des gestes concrets pour resserrer le contrôle des dépenses publiques. Il a également formé un comité sur le financement des partis politiques, un comité de l'Assemblée nationale qui est prêt à écouter toutes les suggestions valables sur le financement des partis politiques. Il a également institué une commission d'enquête publique sur le crime organisé. L'enjeu de cette enquête, et tous les Québécois le savent, c'est la liberté et la sécurité des personnes et des biens, rien de moins que cela. La présence et l'activité du crime peuvent entraîner pour les citoyens des conséquences sérieuses.

L'enquête sur le crime organisé est commencée. Nous sommes le premier gouvernement à avoir eu le courage de l'entreprendre. Nous sommes déterminés à la poursuivre avec la plus grande efficacité, quelles que soient les tentatives de manœuvres ou les retombées que l'on voudra faire subir aux partis politiques. Au moment de prendre cette décision de tenir une telle enquête, le ministre de la Justice et moi-même en avons bien évalué les difficultés, ayant une très bonne idée de la subtilité des moyens et des méthodes que le milieu prendrait pour contrer nos efforts. Nous savons bien où nous allons avec cette enquête. Nous savons que la route sera difficile, mais nous atteindrons nos objectifs. Depuis trois ans si nous avons pu surmonter beaucoup de situations difficiles, c'est que nous avons fait la preuve que nous pouvions déjouer bien des calculs, même les plus subtils.

Avec votre collaboration et cet appui constant que nous obtenons de la population québécoise, nous entendons continuer notre travail dans la même voie. Au niveau de l'Assemblée nationale des mesures additionnelles seront prises et c'est le sens même de la déclaration que je faisais le soir de mon élection le 29 avril 1970 lorsque je m'engageais à opérer une réforme en profondeur de notre système électoral pour rejoindre des questions comme la carte électorale, les listes électorales, le financement, la contestation d'élections, le mode de scrutin.

Vous savez que cette réforme est déjà réalisée en grande partie et qu'elle se poursuit avec célérité et sérieux. Dans quelques jours commenceront une nouvelle série de conférences fédérales-provinciales.

It is obvious now that there is a new atmosphere in the relations between the Government of Québec and the Federal Government. Our views are supported by a large number of provinces. On many issues, it is no more a question of the Federal Government against the Government of Québec. On many issues, it is almost all the provinces, and in some cases all the provinces, discussing with the Federal Government for a better equilibrium of powers between the two levels of government. We had a very substantial result 'in the last federal budget where the Québec Government and six other provinces did get from the Federal Government substantial amounts. These federal-provincial conferences will be a test in the next few months of the flexibility of the federal system in Canada.

Également dans les prochains jours le gouvernement fera connaître sa politique linguistique, actuellement en préparation au ministère de l'Éducation sous la direction éclairée de M. François Cloutier.

Bref, dans tous les secteurs le gouvernement manifeste vigilance, détermination, innovation. L'engagement du Parti libéral du Québec, c'est le développement. Le développement du Québec pour permettre à notre société de progresser au même rythme que ses voisins. Le développement aussi de tous les Québécois pour que tous puissent jouir des conditions de prospérité et de justice nécessaires à l'épanouissement de leur personnalité et à l'affirmation de leur liberté individuelle. Pour que ce développement soit possible, il importe qu'au niveau politique les intentions soient claires et fermes.

Le Parti libéral du Québec est convaincu que c'est au sein du Canada et en particulier en participant aux valeurs de la société nord-américaine que le Québec et ses citoyens trouvent les meilleures garanties de progrès, de prospérité et de justice. Nous cherchons en toutes circonstances les formules et les techniques qui favorisent le mieux la réalisation de nos objectifs économiques, sociaux et culturels.

Notre leadership vise essentiellement à donner au changement un rythme, un contenu et une mesure qui satisfont à la fois aux exigences de notre monde moderne et à la capacité d'adaptation des individus au changement.

J'ai la conviction que c'est ce que l'immense majorité des Québécois attendent de leurs leaders politiques. Du discernement, un sens aigu des responsabilités, une grande ouverture d'esprit, de la fermeté, un souci constant de justice et une indéfectible volonté de faire progresser le Québec pour le plus grand avantage de ses citoyens. Un Québec plus juste, un Québec plus moderne, un Québec plus prospère, voilà des objectifs qui peuvent rassembler tous les Québécois. Ce rassemblement de tous les Québécois, seul le Parti libéral du Québec peut le réaliser.

Mes chers amis, continuons de travailler ensemble comme nous le faisons depuis trois ans et la force du Québec n'en sera que plus grande.